

Numéro  
11

# L'ETOILE



# ROUGE



Organe central des Jeunesses Communistes Marxistes-Léninistes

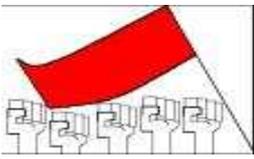
mars - avril 2008 1,5 E.

L.R.U.

FACS A VENDRE



**EDJTO / MAUVAIS COUPS / ELECTIONS MUNICIPALES /  
TCHAD / FIDEL CASTRO / STALINE / BREVES / MESIJER**



## CE N'EST PAS EN EXPOSANT LEURS HISTOIRES DE CUL Que la bourgeoisie nous fera oublier son ordre infamant !

Le président de la République Bourgeoise et Identitaire Française s'est marié. La belle affaire, cela va-t'il influencer sur le niveau de vie? Sur les droits non respectés? Sur la présence militaire de l'impérialisme français au Tchad?

La réponse est simple et sans équivoque, ses histoires de couples n'ont pour but que de continuer la doctrine majoritairement admise en occident, celle de la guerre froide culturelle. Dépolitiser, noyer sous un flot d'informations corrompues et offrir « du temps de cerveau disponible » au capital.

Comment faire parler de l'UMP sans parler politique pour ne pas tomber dans la polémique? Parlons de la vie de ses membres! Parlons des belles vacances que s'offre l'anti-camarade n°1 grâce à ses soutiens dans l'oligarchie financière, parlons de son escort-girl, déballons sa vie privée en ayant l'air de ne pas le faire, pour occuper les médias, squatter tout espace disponible dans le champ visuel et auditif de masses, spammer atrocement l'esprit des gens pour n'offrir d'autre visage à voir que celui du pantin Sarko.

La réussite de cette méthode fait que même ne pas parler du petit ami du grand capital, éviter son sujet, c'est presque déjà en parler, tant sa présence est oppressante au sein des médias, bourgeois ou alternatifs. Comment éviter de parler ce ça? C'est presque impossible.

Cependant, le ver est dans le fruit. Cette campagne abrutissante

de bourrage de crâne a eu justement l'effet secondaire typique de tous les gavages, il fait vomir sa cible. Sa campagne malhabile pour faire parler de lui, son exposition permanente au vu et au su de tous, sa médiocrité affichée, couplée à son incompétence et sa pédanterie n'ont fait que révéler ce qu'il voulait cacher. Derrière les rires et les parfums, derrière les robes Dior de la gardienne de prison Dati, derrière tout ce gâchis transparent l'odeur rance de la spoliation et de l'usurpation du pouvoir.

Phénomène intéressant : en se transformant en peuple, les politiques n'ont fait que dévoiler leur opportunisme au vu et au su de tous, prouvant aux masses l'antagonisme de leur train de vie et du notre, de leur classe avec la classe de ceux/elles qu'ils/elles prétendent gouverner, d'où la chute brutale des agents principaux du capitalisme dans les sondages, qui les a poussé à faire machine arrière toute.



Mais les médias people ont goûté au politique et ils ont aimé. Plus dure sera la chute pour les initiateurs de ces méthodes.

Echec donc de cette politique consistant à croire la masse suffisamment abruti pour que les frasques des criminel-le-s économiques passent inaperçus et se fondent derrière les paillettes de la vie

mondaine. Echec donc de nos ennemi-e-s à faire suffoquer l'espace de réflexion en l'ensevelissant sous les montagnes d'immondices. Et enfin échec de la bourgeoisie à dépolitiser l'ensemble du monde politique, puisqu'elle a offert beaucoup plus de grain à moudre à la dialectique que si tout avait été tu.



Sur cette couverture sexiste du magazine « Elle », paru il y a tout juste 10 ans, on peut se rendre compte de l'influence sur notre présidente des 5 essais philosophiques du président Mao Tse Toung et notamment du célèbre « De la contradiction »...

#### SOMMAIRE:

- P2 Editorial
- P4 La réforme du bac pro
- P5 Flexisécurité
- P6 Grève dans les Ardennes
- P7 Quand la bourgeoisie pense à notre santé
- P8 Scandale aux Roches
- P10 Les municipales et la « gauche »
- P12 Les réformes Dati
- P13 Le précurseur Meslier
- P15 Cinéma: journal d'une jeune nord-coréenne
- P16 Bilan de la grève étudiante
- P21 Tchad
- P22 Hommages à Joseph Staline et à Georges Habache
- P23 Fidel Castro se retire



# UN BAC PRO EN 3 ANS, CE N'EST PAS L'INTÉRÊT DES FUTURS TRAVAILLEURS, MAIS CELUI DE LA BOURGEOISIE ET DU PATRONAT !

XAVIER DARCOS, Ministre de l'Education Nationale, a annoncé, sans avoir consulté les syndicats, le 29 Octobre, la destruction du BEP dès la rentrée 2008. Aux deux années de BEP, suivies de deux années de BAC PRO, le gouvernement substituera un BAC PRO en 3 ans.

## Le gouvernement crée plus de sélection et rigidifie les inégalités sociales !

Actuellement, après la 3<sup>ème</sup>, on a plus ou moins le choix entre un CAP, un BEP et la 2<sup>nde</sup> générale. Avec cette réforme, on constatera une limitation et un verrouillage de l'offre de formation professionnelle après la 3<sup>ème</sup>.

Les BAC PRO seront élitistes et la sélection encore plus impitoyable qu'aujourd'hui. Injurier le programme de quatre années en trois ans, ce n'est pas donné à tout le monde. La plupart des élèves de BAC PRO ont BESOIN de ces 4 ans de formation. Les élèves plus fragiles seront orientés vers un CAP. Cette réforme exclue les classes populaires du BAC PRO. La réforme détruit les passerelles entre filières pros, techniques et générales : impossible, en passant un CAP, de continuer jusqu'au BAC ce qui était possible avec un BEP : les inégalités sociales seront renforcées.

## La bourgeoisie incite à une drastique baisse des dépenses...

### Ce sont les BEP et BAC PRO qui trinquent !

La bourgeoisie, qui soutient le gouvernement, exige de lui qu'il réduise très vite les dépenses déjà insuffisantes allouées à l'enseignement. Pour supprimer les 11200 postes d'enseignants, le gouvernement choisit de s'attaquer en priorité à ceux et celles dont il se moque : les jeunes des classes populaires : 25 % des postes dans l'enseignement professionnel seront supprimés.

Les formations qui vont être créées le seront à la va vite, sans livres, sans véritables programmes. On peut s'attendre à ce que les enseignements généraux soient réduits. Les travailleur-euse-s en formation dans l'Education Nationale ont le droit à la culture et à une formation de qualité.

## Le gouvernement attaque les travailleurs pendant qu'ils sont en formation dans l'intérêt du patronat.

Le gouvernement évoque de façon floue un certificat après deux ans de BAC PRO qui ne vaudra rien sur le marché du travail. C'est un niveau de qualification reconnu dans les conventions collectives qui saute aussi !

Les élèves actuellement en BEP seront donc mis en concurrence avec des travailleurs ayant les mêmes qualifications qu'eux, mais qui coûteront moins cher aux patrons. Idem pour les élèves actuellement en BAC PRO : ils/elles seront en concurrence avec des travailleur-euse-s ayant eu un an de moins de formation.

Cette réforme est dans l'intérêt du patronat local : elle créera une masse importante de travailleur-euse-s qui ne seront pas protégé-e-s par un droit du travail déjà vacillant. Le gouvernement n'offre aux futurs travailleur-euse-s qu'une formation à minima où ce sera marche ou crève.

Avec les élèves des lycées professionnels, les JCML exigent le retrait de cette réforme. Les JCML les appellent à la mobilisation pour la sauvegarde de l'enseignement professionnel et de leurs droits en tant que futurs travailleur-euse-s.

# NON A LA SUPPRESSION DU BEP !

# La réforme du contrat de travail ouvre la porte à la “ flexi-sécurité ”

Ils ont signés : les syndicats “ représentatifs ” ont donné leur accord – cela ne nous étonne guère- à un projet qui fait la part belle au patronat.

Seule la CGT a refusé de signer, plus pour la forme car la confédération n’a pas la volonté d’entraver concrètement cette réforme.

## La rupture dite à l’amiable

Jusque là pour se séparer d’un ou d’une salarié-e, le patron ou la patronne avaient deux choix : soit pousser à la démission, soit licencier en trouvant une bonne raison. Dans ce dernier cas, le/la salarié-e pouvait utiliser son droit d’attaquer les dirigeant-es de l’entreprise devant le tribunal des prud’hommes si le motif était infondé.

La facilitation du licenciement selon les aléas du marché ou des caprices du patronat est un des grands axes de bataille du patronat et du Medef. Les voilà donc qui sautent de joie à l’idée de la rupture à l’amiable.

Concrètement, il s’agira entre travailleur-euse et capitaliste de tomber d’accord sur le fait que le contrat de travail s’achève là.

Cela ne poserait pas de problème particulier si le/la salarié-e pesait autant que le/la patron-ne. Or dans une entreprise c’est le/la patron-ne qui décide. La rupture à l’amiable sera une façon pour le/la patron-ne de déguiser les licenciements.

## Pas de recours possible aux prud’-hommes

Une fois l’accord entériné par la direction du travail (dans un délai de 15 jours), il ne sera plus possible pour le/la salarié-e de se retourner contre son ancien-ne patron-ne.

Le/la salarié-e garde la moitié de son droit individuel à la formation (poudre

aux yeux car cela ne représente au maximum que 20 heures par an) et sa complémentaire santé/prévoyance, pendant seulement un tiers du temps du droit à l’indemnisation chômage.

Indemnisations qui seront réduites !

## Des miettes pour les salariés, une porte ouverte pour le patron

Contre quelques miettes misérables, le/la salarié-e perd la sécurité de l’emploi. Certes, celle-ci était déjà bien faible. Pour un-e patron-ne qui voulait se débarrasser d’un-e salarié-e, de nombreuses possibilités existaient. Là il s’agit d’en faire une norme.

Le/la salarié-e doit s’habituer à être totalement soumis-e aux aléas du marché, il/elle doit s’habituer à être totalement flexible.

La presse unanime, vendue au capital, chante les louanges de cet accord, le caractérisant comme un accord de bon sens, gagnant-gagnant.

Les intérêts du prolétariat sont diamétralement opposés à ceux de la bourgeoisie. Rien ne peut être gagnant-gagnant. Si c’est gagnant pour l’un alors c’est perdant pour l’autre. Ici c’est gagnant pour le patronat, ça lui facilite les choses. C’est perdant pour les salarié-e-s, ça augmente leur insécurité.

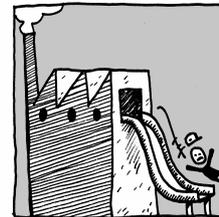
Cette réforme du contrat de travail est une étape dans le projet du MEDEF de contrat unique. Ce serait un contrat de travail sans aucune garantie de stabilité pour le/la salarié-e, que le/la patron-ne pourrait rompre à tout moment. En quelque sorte, l’intérim pour tout le monde.

Pourquoi la CGT ne tente-t-elle pas de mobiliser contre cet accord ?

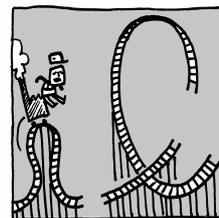
Car son projet n’est pas complètement

## FLEXILAND AU PAYS DE LA FLEXICURITÉ ON VA BIEN S'AMUSER!

UN TOBOGGAN POUR LES LICENCIEMENTS



PARCOURS DU COMBATTANT POUR LES CHÔMEURS



LES MONTAGNES RUSSES DE LA FLEXIBILITÉ



LE TRAIN FANTÔME DE LA PENSION

éloigné : la CGT est pour une Sécurité sociale professionnelle qui implique facilité de rupture de contrat (la CGT sur ce point là ne peut donc pas remettre en cause la politique du gouvernement) et maintient des droits et d’une rémunération jusqu’à la prochaine embauche. Il s’agirait en gros de toucher plus ou moins un salaire que l’on soit embauché ou non.

Derrière une idée qui peut paraître alléchante (garder son salaire même si on s’est fait viré) se cache un avenir non sans danger. En effet, c’est en finir avec toute sécurité de l’emploi, être dans la précarité continue, mettre sur un même plan emploi et chômage, autrement dit tendre à faire passer la rémunération du travail au niveau des indemnités de chômage.

Il n’y a pas de précarité positive pour le salarié. La précarité, l’insécurité de l’emploi sert à faire pression sur les salarié-e-s pour qu’ils/elles se la ferment et cela a pour conséquence de tirer les salaires vers le bas.

La précarité sert à foutre la pression sur les chômeurs et les chômeuses pour qu’ils/elles acceptent un travail au rabais avec des conditions de travail dégradées.

**Refusons la précarité du travail !**

## *Une initiative à suivre...*

### **LES PATRON-NE-S DOIVENT PAYER**

Encore 132 licenciements en vue. Après des opérations de rachat d'entreprises sous-traitantes de l'automobile réalisées avec l'aide des contribuables (300 000 euros), le groupe Lenoir et Mernier se trouve en situation de liquidation judiciaire. Les 132 employé-e-s de Bogny-sur-Meuse vont donc payer la mauvaise gestion des dirigeant-e-s du groupe Lenoir et Mernier. Mais c'est sans compter sur l'injuste expérience de leurs "frères de combats"\* de Thomé-Génot qui d'ailleurs pour certain-e-s avaient été repris-e-s dans ces usines. Ainsi à l'issue d'une réunion (15/02/08) avec le conseil régional, le conseil général des Ardennes, la CCI, le MEDEF local et les salarié-e-s il a été décidé de solliciter une indemnisation de 50 000 euros au patronat (l'Union des Industries Minières et Métallurgiques, UIMM) et non à la collectivité ou à l'Etat. Ainsi cette initiative serait une première et une grande avancée en terme de responsabilité, trop souvent portée par les employé-e-s eux-mêmes. Dans la foulée une partie des employé-e-s ont déposé un projet de reprise de l'entreprise Jayot et LCAB (en liquidation) sous la forme d'une Société Coopérative Ouvrière de Production (devenu depuis peu Société Coopérative de Production, SCOP), espérant y trouver une solution pour se soustraire aux grands groupes qui ne se soucient guère des emplois locaux.



La situation reste tendue, des opérations de blocage sont organisées pour appuyer les revendications. Le lundi 25/02, les employé-e-s ont manifesté devant la préfecture de Charleville-Mézières où il-elle-s ont été repoussé-e-s violemment par les CRS. Mardi, à partir de 4h du matin, il-elle-s ont bloqué le centre de tri de la poste où il-elle-s ont été, ici, chaleureusement accueilli-e-s par les postier-ère-s qui leur ont préparé le café. Mercredi après trois semaines de mobilisation une délégation est montée sur Paris pour rencontrer un conseiller du ministre de l'économie et des finances à Bercy (L'UIMM leur opposant une fin de non-recevoir). Cette réunion n'a abouti sur rien.

« Nous aurions souhaité que l'Etat prenne ses responsabilités... Mais nada... »\*

En exigeant que ce soit les patron-ne-s et non les collectivités qui payent les licenciements, ils tirent ainsi les leçons des multiples coups durs encaissés ces dernières années dans les Ardennes. Nous devons soutenir et largement diffuser cette revendication.

\* Claude Choquet délégué CFDT de Lenoir et Mercier

### Quand la bourgeoisie pense à notre santé



Interrogé à l'automne 2006 sur l'interdiction de la cigarette dans les lieux publics, Besancenot répondit à Laurence Ferrari :

« Je suis là pour parler de ce dont les autres ne parlent pas. Je suis là pour parler du partage des richesses. Je n'ai pas à priori à avoir d'avis sur tout. » .

Contrairement au petit facteur de Neuilly, les marxistes-léninistes ont l'intention de prendre le pouvoir et ils ont par conséquent un avis sur tout. Y compris sur l'interdiction du tabac. Nos ennemi-e-s ne se privent pas quand à eux /elles d'avoir un avis sur la question, tous les moyens leur sont bons pour faire la guerre aux travailleur-euse-s et aux chômeur-euse-s. ainsi, le journal gratuit 20 Minutes a commenté la loi sur le tabac en ces termes :

« C'est chez les ouvriers et les chômeurs que l'on fume le plus. Les experts attribuent ce mauvais résultat au plus faible

niveau culturel de ces catégories, qui les rend moins réceptives aux campagnes de prévention. »

Selon 20 Minutes, donc, les ouvrier-ère-s et les chômeur-euse-s sont des con-ne-s et c'est pour ça qu'ils fument. On peut d'ores et déjà constater qu'il n'y a pas que les richesses qui sont mal réparties dans le capitalisme : Il y a aussi le stress. Et le tabac. Et les cancers. Et le mépris.

Une étude parue en janvier a démontré une fois de plus un écart de sept ans entre l'espérance de vie des ouvrier-ère-s et les cadres. La cigarette n'explique pas tout.

**Première remarque :** c'est la bourgeoisie qui a diffusé la dépendance à la nicotine à travers le service militaire : les cigarettes étaient en effet intégrées d'office dans le plateau repas des appelés et cela pendant plus d'un siècle.

**Deuxième remarque :** la bourgeoisie a commencé à prendre conscience de la dangerosité du tabac dans les années 1970. Cela a donné une bonne explication pour les maladies professionnelles liées à l'amiante, au charbon (silicose) ou à l'acier (sidérose).

Par ailleurs, il y a aujourd'hui de moins en moins de mineur-euse-s et de métallurgistes en France, mais il y a de plus en plus d'interimaires sciemment exposé-e-s sans protection à des saloperies chimiques. Quand tu as fait des centaines de missions dans ta vie, ce n'est pas évident de savoir où est-ce que tu as chopé ton cancer. Alors, si en plus tu as fumé une partie de ta vie, la médecine du travail s'empressera de classer sans suite.

Il s'est même trouvé des expert-e-s pour établir un rapport entre tabagisme, alors qu'il n'y a jamais eu aussi peu de fumeurs, ni autant d'allergiques.

**Troisième remarque :** la bourgeoisie pénalise les fumeur-euse-s, mais il ne lui viendrait pas à l'esprit d'exiger des industriel-le-s du tabac qu'il-elle-s cessent de bourrer les clopes de saloperies chimi-

ques destinées à les rendre addictives. Probable qu'on serait moins dépendant-e-s et qu'on crèverait moins vite.

**Quatrième et dernière remarque :** on pourrait se demander pourquoi les ouvrier-ère-s fument plus que les autres : alternance de périodes de stress et d'ennui, volonté de se réappropriier cinq minutes de sa vie (la pause cigarette pendant le boulot, que les patrons ont enfin trouvé le moyen de rogner).

A notre avis, il y a autre chose : plus la bourgeoisie nous pourrit l'existence plus la cigarette cesse d'être un truc récréatif pour devenir un genre de psychotrope, entre les sucreries et les antidépresseurs. On a tou-te-s connu un-e collègue qui développait des conduites à risque : alcool, drogue, recherche inconsciente de l'accident. Il s'agit alors d'une sorte de " résistance " (psychologique) à la violence du système. La bourgeoisie voudrait qu'on soit en caoutchouc, mais nous sommes des êtres de chair et de sang. Prendre des risques c'est se révolter, c'est tourner contre soi une violence qui n'attend que de trouver sa véritable cible.

**Dans la lutte pour faire la révolution et édifier le socialisme, nous reprendrons progressivement le contrôle de notre propre vie.** Probable alors que nous aurons beaucoup moins envie de nous en griller une.



## ***Quand les notables contrôlent le village***

### **DES MILITANT-E-S DES J.C.M.L. RADIE-E-S DES LISTES ELECTORALES !**

Aux Roches de Condrieu, en Isère, deuxième plus petite commune de France par la superficie, des manoeuvres de la bourgeoisie visant à réduire les droits politiques de ses opposant-e-s ont été déjouées. La commission de révision des listes électorales, censée être un simple organe administratif, avait été utilisée dans un but répressif par les notables locaux qui la dirigent.

Ses membres ont tenté de radier un de leurs propres conseiller-ère-s municipal, 1<sup>er</sup> adjoint aux travaux, en rupture avec eux. Deux militants des JCML du Rhône ont été radié-e-s. Ce n'était d'ailleurs pas la première fois qu'elle-s avaient à subir de la part de l'UMP locale des assauts répressifs. Jacques Remiller, député-maire de Vienne, a fait pression tout l'été dernier sur la police pour tenter de les faire inculper de délits mineurs. Leur père, responsable associatif, se présentant sur une liste concurrente à celle du maire a été radié également, comme leur mère.

En tout, ce sont 7 personnes connues qui ont été victimes de répression aux Roches de Condrieu. 5 ont été radiées, rejetées symboliquement hors de la communauté et privées de leurs droits civiques. La commission a tout d'abord déclaré qu'ils n'habitaient plus aux Roches, puis elle a invoqué un manque de justificatifs.

Devant le peu de soutien accordé par les membres de la liste concurrente de celle du maire Manuel Belmonte, un tract, plus informatif que revendicatif, rédigé par les militant-e-s de la JCML, a été distribué à l'ensemble de la commune. Ce tract a soulevé, pour Jean-Claude Lejeune, tête de liste de l'opposition, une grande crainte, celle d'avoir à défendre le droit de vote. Il a exclu le père des militant-e-s de la JCML de sa liste et l'a accusé d'avoir écrit le tract. De plus, il s'est déclaré solidaire de toutes les actions entreprises contre les auteur-e-s du tract.

Les deux listes en concurrence se sont mobilisées physiquement à un rassemblement le 10 Janvier pour conspuer ceux qui osaient défendre leur droit de vote et leur droit à l'expression. Belmonte, dans le *Dauphiné Libéré*, la *Tribune de Vienne* ou sur *France Bleue Isère*, a appelé à une campagne propre, sans attaque nominatives et accusé de calomnie les auteur-e-s du tract. Il a porté plainte contre Jean Claude Lejeune et "les enfants" pour diffamation, injure et racisme (!). Que Belmonte et sa liste se défendent, c'est compréhensible, mais le comportement de la liste opposée est assez sidérant. Jean Claude Lejeune a qualifié de "révolutionnaire" la diffusion de ce tract, s'est également élevé contre la révélation des noms, la politisation (pourtant mesurée) du tract et l'irrévérence du ton (l'absence de Monsieur devant les noms cités). De plus, alors qu'il avait dans un premier temps tenté timidement d'attaquer le maire sortant sur ces radiations, il a retiré ensuite tout soutien aux radié-e-s.

De nombreux articles de presse dans le *Dauphiné* et la *Tribune de Vienne* sont parus, à peine la distribution du tract commencée. Cependant, ils n'ont pas accordé aux militants de la JCML le moindre intérêt : ils ont été réduit-e-s au rôle d'enfants de leur père (de la même façon leur mère est présentée comme la femme de son mari, non comme une personne auto-

nome), dans une vision ultra réactionnaire de la famille, où le père est tenu pour responsable de l'action politique de sa famille. Des recours au tribunal d'instance ont été déposés. Le jugement a été sévère à l'encontre du maire. Les jugements du tribunal d'instance du vendredi 18 janvier déclarent que « le domicile réel (des 4 plaignants) est établi sans discontinuité sur la commune des ROCHES DE CONDRIEU depuis 1994 (...) DECLARE infondée leur radiation des listes électorales de cette commune et y ORDONNE leur réinscription ».

Un second tract a été distribué, sans toutefois soulever autant d'émotions publiques que le premier, ce qui est un signe positif : les rochelais-e-s commencent à s'habituer au droit à l'expression.

#### **LA FRANCE D'AVANT... 1848....**

A l'inverse des communes situées au sud, où des ouvrier-ère-s, communistes, tiennent les mairies - à défaut du pouvoir réel- (Roussillon, Salaise), aux Roches de Condrieu, c'est bien la bourgeoisie qui accapare le pouvoir politique. Ainsi, dans la commission de révision des listes électorales, outre le maire, Manuel Belmonte, un pied noir qui a "protégé" les étranger-e-s à Vienne au service de la préfecture, on trouve Jean Guillon et Bernard Côte.

Jean Guillon, ancien plus jeune maire de France, est le patron d'une menuiserie rochelaise. Bernard Côte, lui, dirige une boîte de 300 électriciens (intérimaires). Si ces deux là sont alliés, leur ennemi, Béaux (lui aussi patron d'une boîte d'électricité, mais domestique) a été solidaire d'eux lorsque leurs agissements ont été dénoncés publiquement et a influencé Jean Claude Lejeune. Ces trois patrons se servent de leur pouvoir politique pour renforcer leur pouvoir économique. Les appels d'offres sont souvent taillés sur mesure pour ces trois sociétés, et généreusement taillés.

Si les patrons rochelais peuvent se permettre de dominer politiquement les Roches de Condrieu, c'est parce que, malgré la proximité de grosses usines chimiques, les ouvriers rochelais ne travaillent pas dans ce secteur, mais jadis dans le textile local ou, toujours, pour ces patrons locaux. Tandis que la tendance à la rurbanisation encourage l'individualisme, la disparition des industries aux Roches cause une lumpen-prolétarianisation des ouvriers rochelais, qui, nombreux, votent Le Pen. Les deux listes ont d'ailleurs souligné que le premier tract distribué allait embrouiller les esprits simples de ces braves rochelais.

Cette bourgeoisie ne gouverne pas seule : elle subit l'influence politique de Vienne. L'ancienne maire des Roches était ainsi suppléante de Louis Mermaz, figure du PS viennois, et Isabelle Dugua, présente sur la liste de Manuel Belmonte, est la suppléante de Jacques Remiller, député maire UMP de Vienne.

Remiller aurait bien donné la mairie des Roches de cette femme de progrès, pour qui la rôle d'une femme en politique est d'abord "la philanthropie", mais Belmonte a tenu tête au potentat local.

La gestion du personnel de la commune est elle aussi dominée par le clientélisme et le non-respect du code du travail. Lors du mandat de Belmonte, les dépenses en personnel ont beaucoup augmentées, mais celui-ci ignore qui a bénéficié de cet argent. En tout cas, pas le délégué syndical CGT, qui attaque le maire au Tribunal Administratif car celui-ci a supprimé sans explication ses 250 euros par mois de compléments de salaires. Les postes de titulaires sont bien sûr remplacés par des emplois CDD. Le maire est d'ailleurs allé dire à l'une de ces vacataires qu'il la titulariserait... si elle votait pour lui.

### LES COMMUNISTES AUX VILLAGE

On aurait tendance à penser que les élections municipales constituent un des rares terrains électoral où les communistes puissent travailler sans se compromettre avec la bourgeoisie : c'est vrai dans certaines communes. Mais dans la majorité des 36 000 communes françaises, la bourgeoisie locale est incontournable politiquement, maîtrisant seule le savoir nécessaire à l'action politique. Laquelle, derrière un formalisme de façade, se décide entre notables, dans des commissions non publiques. Le refus de politiser le programme des listes en concurrence pour les municipales s'explique par un refus d'affronter les contradictions entre colistier-ère-s et entre listes concurrentes. Le faible nombre de militant-e-s progressistes les pousse à taire leurs opinions, d'autant plus qu'en l'absence d'organisations politiques locales, il-elle-s peuvent être dispersés sur des listes concurrentes. L'absence d'expérience militante de la plupart des candidat-e-s les conduit à accepter l'autocratie, l'absence d'équité dans les prises de décisions, avant même qu'il-elle-s ne soient élus.

Le débat entre listes, lui, concerne la gestion municipale, question soit disant apolitique. Là encore, impossible d'affronter les contradictions. Le débat se limite aux crottes de chien-ne-s, aux tarifs des parkings, mais toute volonté de remettre en cause le fonctionnement institutionnel de la mairie est difficile. L'alternance politique n'existe pas : des Guillon, des Côtes, des Béaux resteront forcément dans tous les cas très influents. Les autres, ceux-celle-s qui ne sont pas dans les secrets municipaux, sont juste là pour occuper les 19 sièges à pourvoir. Comme les personnes dominant la politique municipale ont les mêmes intérêts à un fonctionnement institutionnel opaque, informel, qui seul leur garantit de pouvoir exercer une domination sur le commune, il est évident que la marge d'action, d'affrontement et de contradiction de leur subordonné-e-s est très limitée.

C'est d'ailleurs en cela que l'action des communistes est inacceptable pour la bourgeoisie au niveau communal, s'il-elle-s restent fidèles à leurs modes d'action. En quoi ceux-là consistent ils ? A dénoncer publiquement, à l'ensemble des habitant-e-s, les pratiques de la bourgeoisie ou à appeler à une mobilisation physique contre elle. Il-elle-s n'ont pas à avoir d'égard pour le contexte politique particulier de la commune, ils n'ont pas à se soumettre au contexte électoral. Très nettement, les modes d'action

des communistes s'opposent à ceux/celles dont la seule perspective est de se faire élire dans un cadre institutionnel bourgeois. Quelque soit leur idéologie, leur

place dans le système politique bourgeois les conduit à s'opposer à la simple affirmation de la vérité. C'est ce qu'exprimaient les deux listes en s'unissant publiquement et dénonçant l'usage du droit à l'expression par les militant-e-s de la JCML : une solidarité de classe contre celles et ceux qui osaient piétiner leurs intérêts électoraux (de conservation du pouvoir dans la deuxième plus petite commune de France !).

L'incapacité de la bourgeoisie à gérer une crise déclenchée par la simple distribution d'un tract, jugé "révolutionnaire", montre sa faiblesse. Se croyant toute puissante, la bourgeoisie a osé s'emparer politiquement de la commission de révision des listes électorales pour priver ses opposant-e-s de leurs droits politiques. Une fois tout le village prévenu, des articles publiés dans les médias locaux, la commission a été tentée de faire machine arrière, mais prisonnière de sa vocation administrative, elle n'a pu que se laisser laminer par un jugement sans appel. Toute la capacité de la bourgeoisie, aux Roches de Condrieu, à exercer une domination sur la commune n'est due qu'au respect de l'omerta qui entoure son action. Lorsque des militant-e-s, dont l'horizon politique dépasse la cadre communal osent la combattre sur son terrain, tout son pouvoir s'effondre. Cependant, les communistes ne peuvent que compter sur leurs propres capacités de mobilisation. Les médias en accointance avec la bourgeoisie (*Dauphiné, Tribune de Vienne, France Bleue Isère*) ont certes évoqué les radiations, et la distribution des tracts, mais ont refusé le droit à ses auteur-e-s de s'exprimer dans leurs colonnes.

Toutefois, les militant-e-s communistes ne peuvent (hélas !) conquérir réellement le terrain institutionnel communal par la voie électorale. Minoritaires, ils seront forcément écartés des véritables lieux de décisions (les commissions non publiques bien d'avantage que le conseil municipal). Les seules possibilités d'action seraient forcément prises en accord avec des individu-e-s, qui, comme l'expérience aux Roches de Condrieu l'a montré, sont incapables de se démarquer d'une gestion discrétionnaire et clientéliste. Laissons la bourgeoisie et ses valets s'occuper à s'arracher des miettes de pouvoir. La participation aux élections n'est pas notre priorité : la tactique électorale peut entrer dans la ligne d'un parti communiste mais elle doit être subordonnée à la construction du rapport de force des luttes et du parti. L'effort des militant-e-s communistes doit être orienté dans ce sens là. Par contre, les agissements des maires, qui, en France, constituent souvent les seuls représentants du pouvoir étatique bourgeois doivent être dénoncés avec une juste virulence et ne jamais restés tus. En ce qui concerne les Roches de Condrieu, les élections n'offrent aucune chance de voir tomber le système politique en place, mais nous pourrons par contre observer l'effet de l'action des militants de la JCML sur les résultats électoraux.





## LE CAS VENISSIEUX

Dans certaines villes le PCF dirige une liste : il s'agit généralement des villes dirigées par un maire PCF. A Vénissieux notamment, le sortant André Gerin se représente pour un mandat de plus. Sa liste rassemble des trotskistes, des socialistes, des chevenementistes, etc.

Au fil des années et de ses prises de positions, Gerin a suivi la même évolution que ses colistiers. Il a beau utiliser un verbiage de gauche à l'intérieur du PCF, ce qui ressort c'est qu'il joue sur les deux tableaux : la droite et la gauche.

Capable de mener une action contre les expulsions, il est tout aussi actif dans la destruction de logements.

Capable de participer à une manif pour les sans-papiers/ières, il est tout aussi capable de refuser de prononcer des mariages (car supposés « blancs »).

Capable de se revendiquer de Lénine comme de De Gaulle, il représente cette vieille gauche moraliste, qui vise à maintenir l'ordre tel qu'il est, qui s'insurge contre l'immigration et le choc des cultures qui en résulterait, contre les jeunes qui brûlent des voitures. Son crédo c'est la défense de la France et de ses valeurs. Comprenez la défense de l'Etat bourgeois face aux classes dangereuses.

Voter pour lui, c'est voter pour la police. Nous n'appelons donc pas les vénissian-ne-s à sauver l'une des dernières villes P « C » F du département. Nous appelons au contraire les communistes sincères à s'organiser pour faire vivre un vrai point de vue communiste à Vénissieux. Le révisionnisme et l'opportunisme ne mènent qu'à la chute.

### ... élections municipales

## Faut-il faire confiance à la LCR ?

« Les principaux thèmes que la LCR défendra au cours de ces élections seront le logement, la question de la remunicipalisation des services d'eau et d'assainissement, les transports, le service public à la petite enfance et du quatrième âge, la démocratie locale, pour un contrôle réel de la population sur les décisions. » dixit la LCR.

La LCR surfant sur son projet de « parti des luttes » pourrait séduire les déçu-e-s de l'opposition. Mais comme le PCF, la LCR a renoncé à toute perspective révolutionnaire, elle présente ces élections comme une tribune pour faire « des propositions » et mettre en valeur le projet d'un parti anticapitaliste. Loin d'être une tribune pour accumuler des forces dans un but révolutionnaire, il s'agit pour la LCR de sortir un catalogue de propositions.

**Appelleront-elle-s au deuxième tour à voter PS comme il-elle-s ont voté Ségolène Royal en mai dernier ?** C'est probable dans la majorité des cas.

« Ces élections seront donc bien l'occasion de rassembler et de construire une force anticapitaliste pour défendre la transformation révolutionnaire de la société autour de mesures concrètes signifiant que nos vies valent plus que leur profit. » Non de révolution, il est seulement question de « mesures concrètes ». Derrière ces jolis mots, l'idée qui ressort c'est la vieille idée réformiste qu'il suffirait de réformes sociales pour révolutionner la société.

C'est la vieille idée de toute la sociale-démocratie au XXème siècle, avec les résultats que l'on sait. On utilise le mot révolution pour le principe, pour duper les masses, alors qu'il s'agit simplement d'abandonner la révolution contre des « mesures concrètes » qui vaudraient une révolution à elles seules ! C'est le point de vue classique de la petite bourgeoisie.

Dans ce cas là, autant voter directement pour la sociale-démocratie que pour sa pale copie !

Plus avancée, LO, l'organisation d'Arlette Laguiller, confirme son caractère opportuniste et droitier en se ralliant aussi aux listes « d'opposition » avec le PCF et le PS..

**Avons-nous quelque chose à gagner dans ces élections municipales ?**

Que peut-il sortir de ces élections municipales ?

Si l'UMP gagne, Sarkozy continuera sa politique au service de la bourgeoisie.

Bien au contraire, si le PS gagne, Sarkozy continuera sa politique au service de la bourgeoisie, comme Chirac l'a continuée en 2004.

Ce qui peut sortir de « mieux » des urnes ce sont des élu-e-s LCR qui feront des propositions dans le cadre de la démocratie bourgeoise.

Ces élections municipales sont donc une farce,



comme la plupart du temps les élections dans les démocraties bourgeoises. On comprend le peu d'enthousiasme des masses pour ces élections. Les organisations réformistes, incapables qu'elles sont d'entrevoir une autre force que celle des urnes, misent en général tout sur les élections. "S'il n'en sort rien alors il n'y a plus rien à faire". Ce n'est pas notre conception.

Si nous n'avons donc pas d'opposition de principe à voter pour une liste aux élections, ou même à envisager de nous présenter le cas échéant, pour nous les élections peuvent être au mieux une tribune. Y participer relèverait d'une tactique visant à accumuler des forces pour le socialisme, contre la démocratie bourgeoise. Pas pour enfermer les masses dans l'état de l'Etat bourgeois, pas pour gérer bien à l'abri les affaires publiques.

**Notre position sur ses élections** est donc la même que pour les dernières élections législatives : se détourner des partis bourgeois, voter blanc, nul ou s'abstenir, sauf cas de liste locale réellement progressiste (pas forcément communiste) et refusant de servir de relais à la sociale-démocratie. Dans ce cas il serait tout à fait légitime de voter pour une telle liste.

## LA JUSTICE BOURGEOISE TOUJOURS PLUS POURRIE

### Dati à Meyzieux (69) LE MEPRIS ORDINAIRE

Ces derniers mois, la presse féminine a beaucoup salué l'élégance de Rachida Dati. Il ne s'agissait malheureusement pas d'élégance morale comme elle l'a prouvé à l'Etablissement Pénitentiaire pour Mineur (E.P.M.) de Meyzieux qu'elle a visité le samedi 9 février.

Rappel des faits: une semaine plus tôt un garçon de 16 ans, Julien, incarcéré à l'E.P.M. pour un mois, et menacé de voir sa peine prolongée, était mort. La version officielle parlait d'un suicide par pendaison sans raison apparente. Le père, qui contestait le maintien de son fils en détention malgré de précédentes tentatives, avait constaté de multiples traces de brûlures sur le torse du garçon. La famille exigeait que toute la vérité soit faite sur cette mort et appelait à une manifestation le samedi suivant.

C'est ce jour que la garde des sceaux a choisi pour se rendre à l'E.P.M. « rendre hommage au professionnalisme, au dévouement et à l'engagement au service de la justice » des personnels de cette prison pour enfants. Elle n'a pas parlé au/à la moindre mineur-e incarcéré-e. Elle n'a pas non plus daigné entendre la famille endeuillée. Elle leur a simplement signifié dans son discours que l'incarcération de Julien était « compte-tenu de son passé judiciaire tout à fait fondée ». Selon elle, les E.P.M. sont « un outil tout à fait adapté aux nouvelles formes de délinquance des mineurs », « toutes les études prouvent » qu'« aucun jeune n'en sort sans perspective » et qu'« aucun jeune ne rechute dans les 5 ans »... Et pour cause: ça fait à peine un an que les E.P.M. existent! Il faut croire que le cynisme ne suffisait pas et qu'il fallait en plus y ajouter une touche de mensonge.

Rachida Dati, fille d'ouvrier, a depuis été adoptée par la bourgeoisie. Elle a en retour adopté son point de vue. Aux yeux de la bourgeoisie la vie d'un-e fils/fille d'ouvrier-ère ne vaut rien. Nous sommes les cobayes de leurs sales petites expériences.

On a beaucoup parlé ces derniers temps de la rétention de sécurité, soit disant destinée aux seul-e-s pédophiles mais appelée à être progressivement étendue à l'ensemble des détenu-e-s dont les peines pourront être prolongées à l'infini par une commission d'expert-e-s si leur repentir n'est pas jugé assez sincère.

On sait le tollé provoqué par cette loi dans les milieux démocrates qui invoquent le fait qu'il s'agit du copié-collé d'une loi nazie de 1934 et que Sarkozy entend piétiner la légalité bourgeoise pour la rendre applicable immédiatement. C'est juste mais ça ne doit pas nous faire perdre de vue qu'il s'agit d'une saloperie parmi d'autres saloperies qui, de mois en mois, dessinent les contours d'une politique pénale cohérente.

L'arbre ne doit pas nous cacher la forêt: de même que la politique migratoire d'Hortefeux est cohérente dans son ignominie, avec ou sans tests ADN, il y a un fil rouge (ou plutôt noir) qui relie les mesures prises par Dati depuis 10 mois.

### UNE JUSTICE TOUJOURS PLUS AU SERVICE DES PATRON-NE-S

Sarkozy et Dati visent les 100 000 détenu-e-s dans les 5 ans, il l'ont dit et répété. Quand ils/elles auront mis la main dessus, ils/elles nous diront que la collectivité paie pour nourrir toute cette racaille et qu'il va bien falloir les mettre au boulot.

Or les prisons françaises sont déjà un enfer où le travail s'impose déjà comme une nécessité pour les détenu-e-s pauvres. On ose à peine imaginer leur gueule dans la France d'après.

En attendant, tout est bon pour faire du chiffre, à commencer par les « peines-planchers », mises en place cet été pour empêcher les juges d'être trop coulants en tenant compte de l'âge ou du vécu des prévenu-e-s.

N'oublions pas qu'il s'agit d'une politique de classe, qui cible le prolétariat: Dati vient d'ailleurs d'annoncer des mesures de dépenalisation de la délinquance en col blanc (qui coûte 10 milliards à la collectivité tous les ans!).

Quand la bourgeoisie étas-unienne fait une saloperie, il y a fort à parier que la bourgeoisie française ne tardera pas à s'en inspirer. En Amérique, le patronat fait massivement appel à la main d'œuvre carcérale, prête à travailler plus pour gagner simplement de quoi survivre. Il y a moins d'un an, quand nous annoncions l'ouverture prochaine de prisons privées à l'Américaine, certain-e-s copain-ine-s pensaient que nous virions parano. Depuis, tout est devenu possible et c'est désormais chose faite. Rachida Dati vient de poser la première pierre de la prison d'Annœullin (Nord pas de Calais), une prison de maçon « construite et exploitée

par Bouygues ». Détruire des usines pour construire des prisons, tel est le programme de la geoisie au XXIème siècle

### UNE JUSTICE TOUJOURS PLUS INTERDITE AUX PAUVRES:

On se souvient de la « gaffe » de Dati sur l'instauration d'un ticket modérateur sur l'aide juridictionnelle. Les pauvres sont déjà prié-e-s de n'être pas trop souvent malades; on devrait bientôt leur demander de ne pas emmerder tout le temps la justice avec leurs problèmes qui n'intéressent personne. Qu'il-elle-s aillent se plaindre à Julien Courbet!

Même chose pour ceux/celles qui n'ont pas le bon goût d'habiter dans une grande ville. Leurs petits tribunaux sont supprimés car non rentables, il-elle-s n'auront qu'à prendre le T.E.R. S'il n'a pas été supprimé d'ici là.. De temps en temps, des juges se déplaceront en « audience foraine » dans ces endroits reculés pour y juger les affaires des indigènes.

Pour les prud'hommes, n'en parlons pas: leur mort est déjà programmée. Quel intérêt de conserver une justice du travail puisque désormais, patron-ne-s et salarié-e-s sont censé-e-s se séparer « à l'amiable ».

La justice, c'est comme le reste: il faut que ça rapporte.

bour-



## L'athéisme du Curé Meslier

On ne peut pas parler des croyances et de la religion sans évoquer le lég visionnaire et incontournable du Curé Meslier. En effet cet illustre curé a légué 3 exemplaires à ses paroissien-ne-s de «Mémoire des pensées et sentiments de Jean Meslier» souvent intitulé «Testament». Ce mémoire est fourni de réflexions philosophiques comme autant de preuves de la vanité et de la fausseté des religions. Il y expose sans ambiguïté son athéisme et sa vision révolutionnaire de la société. Sous la forme d'une confession, il présente comme péché d'avoir passé sa vie à prêcher la parole de dieu. Ces écrits posent les véritables bases d'une réflexion pour le siècle des Lumières à venir: la critique de l'ancien régime et même les préceptes théoriques de la naissance de l'athéisme, du matérialisme voire d'un pré-communisme.



Le Curé Meslier (1664 -1729) choisi de devenir un siècle avant la révolution française le curé de la paroisse d'Etrépigny et Balaives (villages des Ardennes) et cela jusqu'à sa mort. Une vie de curé sans histoire sauf quelques forfaitures commises à l'encontre des autorités locales. En effet des récits attestent de ses plaintes durant ses messes contre Antoine de Touilly, seigneur local, pour les persécutions exercées sur les paysans. Ces diatribes lui valurent les réprimandes de l'évêque de Reims qu'il contesta également. Hormis ces événements, rien jusqu'à présent n'atteste d'autre faits d'armes contre les pouvoirs locaux comparables à la virulence de son testament. Seuls ses mémoires attestent de la vigueur avec laquelle il dénonce l'oppression et l'injustice de la société. Ainsi comme il le précise lui même, les pressions exercées eurent sûrement raison de plus d'audace révolutionnaire, « Mes chers amis, puisqu'il ne m'aurait pas été permis et qu'il aurait été d'une trop dangereuse et trop fâcheuse conséquence de dire ouvertement, pendant ma vie, ce que je pensais de la conduite et du gouvernement des hommes, de leurs religions et de leurs moeurs, j'ai résolu de vous le dire après ma mort. ».

La découverte de ses Mémoires par les autorités religieuses lui valurent d'être enterré dans un lieu resté inconnu sans office ni messe de peur de faire de la paroisse une terre impie.

Ainsi les écrits du curé Meslier se présentent sous la forme d'une virulente confession posthume pour critiquer ouvertement la religion qu'il était censé représenter durant les 40 ans de son activité paroissiale. Cette situation paradoxale de défense de l'athéisme par un homme qui a célébré pas moins de 2000 messes sans compter les mariages, fêtes, et autres activités de cathéchèse ne peut qu'appuyer son propos. C'est d'ailleurs pour cette raison que Voltaire et D'Holbach ont repris ses écrits pour défendre leurs position anticléricales non sans édulcorer le texte original dans « Le bon sens du curé Meslier ».

Meslier fut l'un des premiers matérialistes faisant l'apologie d'une vie placée sous le signe de la raison, à l'opposé de toutes les superstitions véhiculées par la religion. Les Mémoires du curé sont organisées en « huit preuves » de la fausseté des religions. En découle une implacable critique sociale et politique de l'Ancien Régime. Il base sa critique sur le seul moyen d'accéder à la vérité, la raison. « Tous les esclavages se tiennent ; et les hommes accoutumés à déraisonner sur les dieux, à trembler sous leurs verges, à leur obéir sans examen, ne raisonnent plus sur rien. »

Il remet en cause l'Ancien et le Nouveau Testament et parle d'absurdité: « Il faut effectivement l'avoir perdue [la raison], ou avoir renoncé entièrement à ses lumières, pour vouloir soutenir des propositions si absurdes que celles-là. »

Il fustige l'utilisation de la religion par la hiérarchie catholique et préconise sa suppression parce qu'elle est au service des puissants et qu'elle contribue à l'endormissement des consciences, « catholiques et monarchie s'entendent comme deux coupeurs de bourse ». Il décrit la manière dont les abbayes spolient le travail des paysans, il critique l'organisation de l'Ancien Régime et parle de l'abolition des excès en matière d'inégalité par exemple à travers une meilleure répartition des impôts.





De nombreux passages des Mémoires témoignent de la vision révolutionnaire de Meslier. Il exhorte à l'éveil des consciences, condition préalable d'une révolte généralisée « Votre salut est entre vos mains, votre délivrance ne dépendrait que de vous, si vous saviez bien vous entendre tous ; vous avez tous les moyens et toutes les forces nécessaires pour vous mettre en liberté, et pour rendre esclaves vos tyrans mêmes ... »

Ainsi il entend favoriser l'union de tous les opprimés au nom de l'intérêt commun pour organiser la répartition radicale des biens et des richesses. « Unissez-vous donc, peuples, si vous êtes sages, unissez-vous tous si vous avez du cœur, pour vous délivrer de vos misères communes. »

Sa vision de la société est novatrice pour l'époque, il prône à travailler pour l'utilité publique et au bien commun et se révèle internationaliste avant l'heure « je parlerai volontiers à tous les peuples de la terre »

Le curé Meslier est considéré à juste titre comme un précurseur du siècle des Lumières qui suivit. Des 3 copies qu'il légua à ses paroissien-ne-s il en circula quelques années plus tard 150 copies sous le manteau dans toute l'Europe. Mais la version complète des « Mémoires » n'a été éditée officiellement en France qu'en 1970 aux éditions Anthropos, soit 250 ans de clandestinité\*.



Athé sous l'ancien régime, le testament de cet illustre personnage ardennais n'a été repris que timidement et même de façon malhonnête par Voltaire à des fins déiste. Par ailleurs ses « mémoires » publiées par D'Holbach, « Le bon sens du Curé Jean Meslier », ont inspiré les Lumières et la Révolution française. Le curé Meslier reste un des avant-gardistes de la pensée matérialiste (communiste et anarchiste). Il est à noter que Marx a rompu avec la tradition matérialiste insistant sur la notion de conscience. Il a montré l'importance de lutter prioritairement contre la misère pour ôter tout attrait à la religion. Il a pourtant toujours revendiqué l'héritage du matérialisme français, «Source constitutive du marxisme» selon Lénine.



C'est à cet égard qu'en 1917 une commission bolchévique choisit vingt « précurseurs du communisme » pour graver leur nom près du Kremlin sur une obélisque de granit. Lénine se raye de la liste établie par la commission et la réduit à dix-neuf noms. Ce choix illustrent la volonté de situer la Révolution d'Octobre dans la continuité de tous les courants révolutionnaires, utopistes, anarchistes, populistes, communistes dont Meslier est un initiateur.

On peut citer pour conclure de la clairvoyance des pensées de Meslier par cette célèbre phrase: « Je voudrais, et ce sera le dernier et le plus ardent de mes souhaits, je voudrais que le dernier des rois fût étranglé avec les boyaux du dernier prêtre. »

chô

\*Le livre vient d'être réédité à un prix prohibitif aux Editions CODA 282, rue des Pyrénées 75020 Paris

Les illustrations de l'article sont de Louis Moreau Editions A l'Enseigne du pot cassé, 1930

## JOURNAL D'UNE JEUNE NORD-CORÉENNE

C'était la première fois qu'un film nord-coréen sortait sur nos écrans. Nous n'allions pas louper ça. De fait, nous n'avons pas été déçu-e-s: c'est du vrai cinéma, bien fait et émouvant. On y découvre le visage d'un pays qui ne ressemble pas à l'enfer qu'on nous décrit souvent, mais reste très éloigné de l'idée que nous nous faisons d'une société socialiste en mouvement. Quelques remarques.

### LES RAPPORTS HOMMES/FEMMES

Il s'agit de l'histoire d'une jeune fille dont le père ingénieur a totalement sacrifié sa vie « pour améliorer le bien-être du peuple » (en l'occurrence pour que la chaîne de montage de son usine soit assistée par ordinateur: le rapport avec le bien-être des ouvriers-ère-s n'est pas développé). Jusque là, il n'y a pas grand chose à y redire si ce n'est que, par la même occasion, il sacrifie aussi la vie de sa famille, c'est-à-dire ici celle de sa mère, de sa femme et de ses deux filles). L'héroïsme du personnage sauterait plus au yeux s'il n'était pas chouchouté comme un gamin de 10 ans, et si sa femme ne passait pas des nuits blanches à lui traduire des textes techniques en anglais.

S'il consacre sa vie au bien-être du peuple, il n'en pète en revanche pas une rame pour améliorer le bien-être de sa famille. Pour faire plaisir à sa mère, qui aime la terre, il refuse de quitter sa petite maison pour demander l'appartement dont rêvent ses filles. Comme il n'est jamais là pour s'occuper de la maison, les femmes de la famille doivent gérer seules les galères du quotidien (installations électriques défectueuses, cheminée qui se casse la gueule). Fort heureusement, les garçons du village donnent volontiers des coups de main (pour les beaux yeux de la narratrice, la jolie Soo-Ryu ?)

On se rend compte à cette occasion que les Nord-Coréen-ne-s ont le sens du collectif, mais rien n'indique qu'il s'agisse d'un acquis du socialisme et non de l'attitude normale de villageois-e-s habitué-e-s à se serrer le coude dans les épreuves. Par compte, on peut noter que l'habitat isolé est présenté comme une source d'emmerdements et l'habitat collectif comme une réelle avancée. Alors que Sarkozy rêve tout haut « d'une France de propriétaires » où tout le monde aurait son petit pavillon et son gros crédit, on mesure le caractère progressiste de cet aspect du film.

### LES RAPPORTS OUVRIER-IERE-S / CADRES

Dans ses activités d'ingénieur, le père de Soo-Ryu est amené à « joindre la théorie à la pratique » en travaillant avec les ouvrière-s pour se rendre compte de la possibilité de mettre en place ou non telle ou telle innovation. C'est ainsi que sa fille le surprend un jour les mains dans le cambouis est l'air complètement à la ramasse. Elle en tire la conclusion que son père est un pauvre type minable. A la fin du film, on se rend compte qu'elle avait tort et que c'est en se mettant à l'école des ouvrière-s que son père a obtenu de brillants résultats. Pourtant, le malaise persiste: on se dit qu'en Corée du Nord, après 60 ans de « dictature du prolétariat » c'est toujours la honte d'avoir un père ouvrier. Le seul fait qu'il faille encore faire des films pour convaincre la population du contraire est en soit un constat d'échec (même si les installations qui jouxtent l'usine -fontaine, terrain de sport- témoignent d'un réel souci des conditions de vie de la classe ouvrière).

### UNE SOCIÉTÉ SANS CONTRADICTION

Il ya quelque chose dans le *Journal d'une Nord-Coréenne* qui fait irrésistiblement penser à un film de Bollywood: de jolies chansons (à caractère ici patriotique), pas de scène de sexe... Sauf qu'ici, il n'y a même pas de scènes de baston, même chorégraphiées, et pour cause: il n'y a même pas non plus de méchant-e-s. On s'inquiète: n'y a t'il pas de contradiction dans la société nord-coréenne? Il y a un seul personnage un tant soit peu antipathique, une petite chipie prétentieuse qui explique à Soo-Ryu que son père est un loser. Les deux filles vident alors leur contentieux... en faisant la course à pied. De même, après avoir réussi à informatiser la chaîne de production, les cadres proposent aux ouvrière-s de se taper un foot (« pour leur prouver que nous ne sommes pas des robots »). Là aussi on peut remarquer le contraste entre la Corée du Nord et la France sarkozyste où l'éducation physique est sacrifiée comme non rentable. En Corée, tout semble fait pour développer la pratique sportive et le cinéma apporte ici sa pierre à l'édifice dans des scènes d'anthologie, à la fois formidablement sympathiques et involontairement rigolotes. On pense à des scènes d'Olive et Tom doublées par Tabatha Cash!

Premier film nord coréen a bénéficié d'une diffusion internationale, *Journal d'une Nord-Coréenne* met en avant la politique d'ouverture à l'investissement étranger (voitures Nissan, sacs Hello Kitty, cartables Walt Disney). On sait le rôle néfaste joué par de tels investissements dans les économies chinoises et cubaines où ils ont introduit des éléments de dumping.

### UNE SOCIÉTÉ MALADE

N'importe quelle âme sensible serait émue devant la dernière scène. Après tout, beaucoup ont aussi pleuré devant *Amélie Poulain* dont le message était beaucoup plus contestable. (Faire le bonheur des gens en leur mentant, hmm...) Pour autant, en voyant ce film, on ne peut s'empêcher d'être inquiet pour le peuple nord-coréen. Non seulement les contradictions persistent tant entre hommes et femmes qu'entre concepteur-trice-s et exécutant-e-s mais, de plus aucun n'empressement ne semble mis à les résoudre... Pire: c'est comme si on ne les voyait pas et que tout baignait dans un paternalisme a-critique. La contradiction c'est la vie. Une société qui se veut socialiste et nie ses contradictions est une société malade.



# BILAN DU MOUVEMENT L.R.U.

*De fin octobre à début décembre, pendant plus d'un mois, un mouvement étudiant tourné contre la réforme scélérate des Universités élaborée par Valérie Pécresse, a fait rage dans les Universités de Lyon, comme d'ailleurs dans toute la France. Les militant-e-ts marxistes-léninistes ont pris part à ce mouvement. En se fondant sur les outils théoriques et pratiques qui les caractérisent, leur rôle est aujourd'hui de tirer les leçons utiles et nécessaires pour élever le degré d'organisation, de radicalité et de pertinence de telles mobilisations*

## Aspects positifs

### SOUTIENS DU MOUVEMENT

C'est vrai, la grève étudiante a été dure et forte, notamment à Lyon 2, aussi bien sur les Quais qu'à Bron. Quelques éléments avancés de Lyon 1, Lyon 3, de l'Institut d'Etudes Politiques et de l'Ecole Normale Supérieure se sont joints à nous.

La grève, le blocage des cours et enfin l'occupation de Lyon 2 ont débuté relativement sans encombre. Des Assemblées Générales plénières réunissant des milliers d'étudiant-e-s ont régulièrement voté le blocage à une écrasante majorité, concrétisant une base de soutien massif à notre mouvement de grève. Un soutien bien plus massif, par exemple, que celui que nous avons eu pendant le CPE.

Médiatiquement parlant, le mouvement s'est exprimé de manière claire et rationnelle. Les grévistes, bien sûr, ne nourrissent aucune illusion sur les médias bourgeois : ce sont les pantins du capitalisme et de son gouvernement. Mais la nécessité malgré tout d'occuper l'espace, de s'en servir autant que faire se peut comme une tribune pour nos revendications, a été globalement bien comprise. Les contradictions entre journalistes plus ou moins progressistes, plus ou moins attaché-e-s à la démocratie, ont été correctement instrumentalisées.

Lorsque le président de l'Université, Claude Journès, a commencé à employer une répression policière féroce contre nous, nous avons su l'isoler à l'intérieur de l'université, briser sa popularité, entamer son influence. La répression, les votes électroniques ou papiers sans débat et sur des questions tronquées (" pour ou contre reprendre les cours ", etc.), qu'il a organisés ont même accru son isolement. Les étudiant-e-s mobilisé-e-s ont clairement perçu la différence entre la démocratie formelle bourgeoise (les votes de la présidence, les " tables rondes " minutieusement orchestrées, etc.), cette fausse démocratie qui cache la dictature d'une minorité, et la démocratie populaire, qui est aussi celle que défendent les communistes, basée sur la mobilisation de masse, l'implication dans la décision et le contrôle de celle-ci, le débat sur les questions de fond, qui a été en vigueur dans les Assemblées Générales.

Pour nous marxistes-léninistes, la conscience de ce clivage est essentielle : soit la minorité nantie opprime la majorité, soit cette majorité opprime la minorité des oppresseurs pour abolir l'oppression elle-même. Même si la conscience était loin d'atteindre ce niveau là, comprendre la différence entre démocratie bourgeoise et démocratie populaire est néanmoins appréciable.

Ces aspects positifs ont eu pour résultat une nette augmentation des forces militantes d'extrême gauche parmi les étudiant-e-s, et cela constitue un acquis jusqu'à aujourd'hui.

### UNE DIRECTION RELATIVEMENT FORTE

Autre point positif, la plupart des étudiant-e-s ont changé d'opinion sur la question de l'organisation. Alors que le mouvement du CPE a été, pour beaucoup, une sorte de "rêve libertaire" (en réalité, téléguidé par le PS), où la nécessité de s'organiser semblait inutile, vu qu'on lui préférerait l'illusion d'un mouvement "permanent" où fleurissent les "zones libérées autogérées" sans aucune perspective sérieuse, le mouvement anti-LRU a vu l'état d'esprit changer.

La Fédération Syndicale Etudiante (FSE) est parvenue à s'imposer comme le syndicat des " sans-syndicat ", soutenu par un grand nombre de personnes. D'opposante à une direction opportuniste (comme pendant le CPE), la FSE a acquis un rôle dirigeant, bien que dans le cadre d'une alliance avec d'autres forces. Celle-ci s'est d'ailleurs substantiellement développée numériquement à la suite du mouvement.

Un Comité de Grève fut mis en place: il s'agissait d'un organe élu, mandaté par les AG sur des tâches précises, contrôlé et révocable à tout moment, dans lequel les tâches étaient réparties strictement, pour doter le mouvement d'une direction réellement efficace. Le Comité de Grève a pu piloter le travail de toutes les commissions du mouvement, notamment le Service d'Ordre pour protéger les manifs. Bien que tardive et un peu brouillon, la mise en place du Comité de Grève a été un acquis essentiel de cette grève.

## LA DROITE ISOLEE AU SEIN DU MOUVEMENT

Ne soyons pas naïf/ve, pour imprimer au mouvement une politique juste, il faut combattre durement tous ceux et toutes celles qui l'entraînent dans une direction fautive, celle de la capitulation, de la désorganisation et de la défaite.

L'UNEF, autant dire le PS, a mené un double jeu particulièrement grossier au sein du mouvement. Prétendant soutenir la grève, ils refusaient de demander l'abrogation de la loi Pécresse. Ayant négocié de pseudo "avancées" (qui ne changeaient absolument rien), ils ont appelé à cesser le mouvement, soutenant la répression déclenchée par le Président de l'Université. Les militant-e-s de l'UNEF n'agissent que pour défendre leurs minables intérêts de carrière politique, qui justifient à leurs yeux tous les compromis. Aujourd'hui, ils soutiennent le "plan Licence" de Valérie Pécresse, qui contient des attaques du même genre que la LRU.

Les traîtres sociaux/ales-démocrates de l'UNEF ont été facilement démasqué-e-s, et isolé-e-s. Leur crédibilité est aujourd'hui au plus bas. C'est aussi un des points positifs du mouvement.

Nous avons également su marginaliser les forces qui, sous couvert de phrases et de gesticulations "de gauche" servent *objectivement* les intérêts de la droite du mouvement. Certains éléments louches prétendu-e-s "autonomes et anti-organisation (mais qui sont étrangement bien organisé-e-s...) se faisaient un plaisir d'envoyer les gens se faire matraquer dans des actions débiles, dans lesquelles règne le plus parfait individualisme: "chacun sa merde" en gros. Ils et elles avaient commencé à couvrir de tags l'université occupée alors que nous étions en train de rallier à nous le personnel de nettoyage. Ils et elles ont surexcité les lycéen-ne-s pour les envoyer dans des manifs sauvages là où se trouvait la police. Ils et elles ont encouragé le pillage du supermarché du coin juste à côté de la fac, ce qui a provoqué une intervention de la police - 13 arrestations - et décrédibilisé le mouvement. Ils et elles ont aussi tenté de bordéliser, puis de scissionner la Coordination Nationale du mouvement, qui était le seul lieu de décision nationale dont nous disposions, etc. Comme par hasard, cette poignée de petits chefs tout sauf discrets échappe toujours miraculeusement aux arrestations. Celles et ceux qui ont été arrêté-e-s étaient généralement des éléments de bonne foi qui s'étaient laissés entraîner dans ces "actions" Ce qui est sûr, c'est que s'il s'agissait de policier-e-s infiltré-e-s, ces petits chefs "autonomes" n'auraient pas agi différemment.

Nous avons vu précédemment que les conceptions libertaires anti-organisation ont régressé grâce à ce mouvement. De même, malgré quelques mauvais coups, l'assise de ces individus s'est réduite et le pire a été évité: que leurs idioties n'aient permis aux droitier-e-s de l'UNEF de se remettre en selle. Là encore c'est un point positif.

## UN MOUVEMENT A VOCATION LARGE

Enfin, chaque gréviste comprenait qu'un mouvement purement étudiant ne suffirait pas à obtenir des victoires. Seul un mouvement général de tout le peuple travailleur et précaire, ou bien d'une large partie de celui-ci, contre chacune des attaques multiformes du gouvernement pouvait infliger des coups sérieux à nos adversaires.

Le mouvement étudiant a débuté en même temps que la grève des cheminot-e-s contre la réforme des régimes spéciaux de retraite. Le but était de créer une convergence. Un mouvement lycéen a également été impulsé dans le même esprit.

A l'intérieur même de l'Université, nous avons su créer une convergence avec les enseignant-e-s et personnels, notamment contre la répression du mouvement sous l'égide du président Journès.

Des contacts à la base avec les salarié-e-s et lycéen-ne-s en lutte ont été développés malgré les crapuleries des directions syndicales traîtres, de la CGT notamment. Ces contacts nous serviront sans aucun doute comme un précieux point d'appui dans l'avenir.



# Aspects négatifs

## UN MOUVEMENT VULNERABLE

Naturellement, il y eut aussi des points négatifs. C'est entre autres pour ces raisons que nous n'avons pas obtenu l'abrogation de la loi Pécresse.

A Lyon même, le mouvement a été vulnérable. Le noyau militant, bien que plus important qu'il ne l'était avant le mouvement, était moins important que la masse mobilisée en permanence, bien que ponctuellement, lors du mouvement CPE. C'était comme si la masse des étudiant-e-s qui nous soutenaient avaient délégué à quelques un-e-s la responsabilité de la faire vivre à leur place. Cette faiblesse numérique nous a rendu plus vulnérables à la répression policière, et à amoindrir la crédibilité de notre mouvement. Certaines erreurs ont été commises qui permettent d'expliquer en partie cela. Le blocage, déclenché deux ou trois jours trop tôt, à interrompu l'afflux d'étudiant-e-s et a rendu plus difficile la massification. Du temps supplémentaire *avant de déclencher le blocage*, nous aurait été très précieux pour massifier d'avantage.

## DEFAUTS D'ORGANISATION

De nombreux dysfonctionnements se sont également logés dans la bonne marche du mouvement. Le Comité de Grève, qui, espérons-le sera désormais un acquis pour les prochains mouvements, a été mis en place tard, notamment du fait de manoeuvres dilatoires des opportunistes. Même une fois mis en place, la répartition des rôles en son sein, et le contrôle nominal de chacun-e-s de ses membres a été particulièrement laborieux. La notion de mandat impératif (non pas un chèque en blanc, mais un mandat sur des tâches précises), et la révocabilité des élu-e-s ont été une discipline difficile à faire passer, aussi bien en théorie qu'en pratique. Dans la Coordination nationale, l'idée d'un Comité Nationale de Grève n'a pas été adoptée, ce qui là encore a eu des conséquences fâcheuses en terme d'organisation.

La démultiplication des AG (AG plénières de Lyon 2, AG de grévistes, AG de ville après les manifs, "Comité de mob' " au début...), a alourdi le fonctionnement général et donné du jeu aux éléments opportunistes pour mettre ces AG en contradiction les unes avec les autres.

## LES DROITISTES MIJOTANT LEUR REVANCHE

S'engouffrant dans toutes les failles de notre mouvement, l'opportunisme a préservé une partie de ses positions et attend son heure pour reconquérir Lyon 2. Bien que décrédibilisés, les sociaux/ales-traîtres de l'UNEF n'ont pas été politiquement anéantis. Ils et elles misent sur le remplacement de leur ancienne base de soutien (la "gauche" modérée), par une nouvelle base de soutien, encore plus à droite (antibloqueurs, etc.). Ils et elles gardent encore certaines cartes parmi les "conciliateur/trice-s" du mouvement. Les "autonomes" également gardent leurs forces intactes, bien qu'ayant perdu leur influence. Ces dernier-e-s continueront certainement à essayer de déborder les forces organisées au sein des luttes pour amener les gens dans une voie sans issue, apportant de l'eau au moulin des droitistes.

Les déviations de "gauche" ont effectivement été instrumentalisées. La juste condamnation des actions désorganisées des "autonomes" ont permis à un discours légaliste petit bourgeois de faire son chemin, condamnant toute action qui sorte de la légalité. Pourtant les marxistes-léninistes ne rejettent pas *d'une manière générale* l'organisation de telles actions. Pour que ces actions soient justes, ils faut néanmoins qu'elles soient bien organisées de manière éviter les arrestations, qu'elles aient un effet positif sur l'opinion publique en vue de massifier le mouvement, ce qui nécessite toute une communication autour de ladite action, et qu'elles soient de cette manière, pour ainsi dire, protégées de la répression par un rapport de force massif et favorable.

Cela prouve que les opportunistes se nourrissent des failles du mouvement, autant que les failles du mouvement se nourrissent de l'action des opportunistes.

Plus inquiétant, alors que l'UNEF et les soit-disant "autonomes" ont été clairement démasqué-e-s, d'autres sont restés à couvert. Les trotskystes, les révisionnistes (les "communistes" ayant "révisé" les bases du marxisme, en l'occurrence le PCF et ses officines), et quelques chefs du syndicat SUD Etudiant, de "gauche" en apparence, mais de droite en réalité, ont soigneusement évité de se distinguer de l'opinion majoritaire pour éviter de s'exposer, tout en continuant de briguer toutes les responsabilités au sein du mouvement. Ils/elles ont dissimulé ainsi leur ligne conciliatrice vis-à-vis de la droite, et se sont présentés comme le "centre", dans les luttes de ligne du mouvement.

## ECHEC DU MOUVEMENT D'ENSEMBLE

Toutes ces difficultés ont pesé cruellement, et ce d'autant plus que notre mouvement était isolé.

Nous avons globalement échoué à faire de notre mouvement un mouvement général, et même à créer une convergence avec les autres secteurs en lutte (cheminot-e-s, lycéen-e-s, etc.).

Concernant l'élargissement du mouvement, on peut noter la chose suivante: prendre des contacts *à la base*, comme nous l'avons fait, ne suffit pas. En plus de cela, ce qu'il nous aurait fallu, c'est, à l'avance de préférence, prendre contact avec des *responsables* syndicalistes combatif/ve-s dans leur secteur, et qui ne versent pas dans la capitulation, en vue de se coordonner avec eux. Cette prise de contact aurait du se faire de manière *methodique*, et le travail de convergence affirmé formellement, *organisé* et non pas *improvisé*. Ce travail nous aurait permis d'accomplir un travail sérieux avec les syndicats de base sans passer par les directions traîtres.

Une grève dure comme la nôtre ne pouvait absolument pas tenir éternellement tout en restant seule et en butte à une forte répression.



## ENORME DEFICIT DE POLITISATION

Pour finir avec les aspects négatifs, disons que ce mouvement revendicatif, et donc du ressort syndical, s'est tout simplement heurté aux limites du syndicalisme. Cela veut dire que la solution est évidemment politique, surtout pour combattre la politique d'un gouvernement.

Aujourd'hui le capitalisme est en crise économique générale. Ses réformes visent à contenir cette crise, à l'empêcher d'éclater au grand jour. Face à ses concurrents américains et chinois, le capitalisme français ne peut rien lâcher. Il ne peut pas se permettre de céder sur les réformes de fond qu'il est en train de mettre en place au détriment des travailleurs et travailleuses. La dégradation de nos conditions de vie et de nos droits est une tendance lourde qui ne peut actuellement être inversée *à l'intérieur du régime capitaliste*.

Les limites du mouvement ont pour cause le manque de la conscience politique permettant de comprendre que les masses populaires n'ont d'autre choix que de renverser le système capitaliste pour défendre leurs intérêts.

Un mouvement sectoriel ayant pour objet une "petite" revendication sans perspective politique s'expose dans les conditions actuelles à la démoralisation.

Vouloir vraiment renverser le régime capitaliste offre une perspective différente: pour un-e révolutionnaire le mouvement n'est pas tout, loin s'en faut. Ce qui prime en fait, c'est de développer les forces organisées qui permettront *plus tard*, de faire la révolution. Croire au mouvement comme la solution à tout, c'est penser à beaucoup trop court terme. Être communiste et marxiste-léniniste, c'est au fond penser les choses à long terme.

---

---

... *Université: perspectives*

## *Les moyens de renforcer notre stratégie*

### L' ACTION DOIT ÊTRE PLUS EFFICACE

Pour réussir un mouvement, il faut massifier; le blocage des cours doit être préparé pendant quelques jours par une mobilisation de la fac, associant barrages filtrants, blocage d'une petite partie de l'université, et débrayages d'amphis.

Un service d'ordre protecteur vis-à-vis du mouvement, agressif vis-à-vis de ses ennemi-e-s doit être mis en place, qui protégerait non seulement les manifestations, mais aussi les piquets de grève et même les Assemblées Générales (pour filtrer les anti-grévistes).

### LA DIRECTION DOIT ÊTRE PLUS FERME

Dès le début du prochain mouvement, il faut un Comité de grève sous direction saine. Le Comité de grève doit être considéré comme un acquis à maintenir et consolider.

L'intersyndicale doit continuer à jouer un rôle dans la mobilisation, en tant que socle organisationnel du mouvement. Il faut veiller toutefois à ce qu'elle ne devienne pas une unité de façade et sans principe, mais qu'au contraire elle agisse vraiment sur la base d'une ligne juste et commune.



## LA FSE, UNE ARME DE LA LUTTE

Il est essentiel de s'appuyer sur les acquis de la FSE (forces militantes, influence, popularité...), pour construire un véritable syndicat de masse capable de défendre les intérêts des étudiant-e-s en rapport étroit avec les travailleur/euse-s et les lycéen/ne-s. L'organisation est la base fondamentale pour pouvoir conduire la lutte. Pour pouvoir y arriver, il faut construire une véritable cohésion de ligne au sein de la FSE.

Au cours de la prochaine mobilisation, la situation politique sera encore plus tendue, à mesure que la crise se sera aggravée. Il sera bien sûr tout à fait nécessaire de mener une lutte encore plus virulente contre la droite du mouvement, après l'avoir dûment isolée de ses soutiens. Il sera nécessaire de couper sa capacité d'action à l'opportunisme dissolvant, garantissant ainsi la survie du mouvement.

## POUR UN MOUVEMENT GENERAL

Il faut, à l'avance, prendre contact avec les syndicalistes combatif/ve-s, de manière méthodique. Au moyen d'un réseau de contact solide, il sera d'autant plus facile au cours d'un éventuel prochain mouvement (dans trois mois? un an?), de travailler à déborder les directions syndicales traîtres et favoriser une réelle unité des mouvements sectoriels.

## PROPAGER LES IDEES REVOLUTIONNAIRES

Le travail des marxistes-léninistes est essentiellement de permettre, à travers de tels mouvements, aux classes travailleuses de prendre conscience de leur force et de s'organiser. Sur cette base ils ont la capacité de donner la réelle alternative politique : la conquête du pouvoir par le prolétariat révolutionnaire et la construction d'une société sans exploitation. C'est ce qu'ont su démontrer des dirigeant-e-s tel-le-s que Marx, Engels, Lénine, Staline, Mao Tsétoung et d'autres. Au cours de la prochaine grève, il faudra porter ce message avec une énergie renouvelée.

Pour faire la révolution, les syndicats et autres organisations de masse ne suffiront pas: il faudra créer un véritable Parti Communiste et cette tâche ne pourra être accomplie que de manière *nettement distincte* d'un mouvement ponctuel. Mais de tels mouvements peut permettre à de nouveaux cadres révolutionnaires de réaliser leur formation pratique.

La stratégie des révolutionnaires marxistes-léninistes est ainsi:

- de développer les mouvements de masse et d'y jouer un rôle dirigeant,
- de développer le tissu organisé de la lutte des classes travailleuses,
- de former des cadres révolutionnaire en alliant la théorie et la pratique, en rapport à leur travail parallèle de construction du Parti.

**C'est aussi le travail que tentent d'accomplir, à leur échelle, les Jeunesses Communistes Marxist-Léninistes.**



## Tchad

# LA REBELLION TCHADIENNE ATTAQUE, LA FRANCE MONTRE LES DENTS

Depuis Début février, le Tchad est le théâtre d'affrontements violents entre l'armée tchadienne du dictateur Déby et l'armée rebelle d'opposition.

Déby est arrivé au pouvoir au Tchad, en 1990, grâce au soutien militaire de la France. Son prédécesseur, le président Habré avait eu l'idée de se rapprocher des Etats-Unis. L'aspect autoritaire de la dictature de Déby ne lui assure pas une grande popularité au sein du pays. Seul le soutien des autorités françaises lui permet de rester en place.

Le gouvernement français qui se déclare « neutre » et qui ne veut pas intervenir dans les affaires intérieures du pays a tout de même fait un petit geste pour son ami Déby. Une aide « logistique, médicale et de renseignement » française lui a été envoyée afin de soutenir son armée. Cette intervention s'est accentuée quand Sarkozy a annoncé qu'il avait décidé « d'envoyer l'aviation française survoler la frontière avec le Soudan ». Décision qui s'est accompagnée d'une mise en garde aux rebelles. Kouchner a dit qu'il espérait que la France n'ait « pas à intervenir plus avant » militairement. De plus, le gouvernement prépare au Conseil de Sécurité de l'ONU les conditions d'une intervention militaire comme cela a déjà été le cas en Côte d'Ivoire ou au Congo.

# FEU

sur l'impérialisme français



TROUPES FRANCAISES  
HORS D'AFRIQUE !

# **55 ans après la mort du camarade Staline, REPRENONS LE FLAMBEAU !**

Il y a 55 ans, le 5 mars 1953, le camarade Iossif Vissarionovitch Djougachvili dit Staline mourrait, dans des circonstances louches.

Dirigeant de la première grande expérience socialiste, il a mené contre vents et marées la lutte du prolétariat international contre le capitalisme. Avec le parti communiste (bolchevik) de l'Union soviétique, il a contribué à ériger le socialisme en URSS et à passer d'un pays arriéré à une grande puissance qui fut pendant des années le cauchemar de la bourgeoisie de chaque pays.

Avec les millions de citoyens soviétiques il a éradiqué le fascisme et contribué à libérer une grande partie de l'Europe du joug capitaliste.

Les bourgeois-e-s détestent Staline comme il/elles détestent Lénine. Pour eux/elles c'est le mal incarné. A l'époque ils/elles lui ont d'ailleurs préféré Hitler.

Malgré les erreurs qu'il a commises, il fut un dirigeant marxiste-léniniste. C'est pourquoi, aux JCML, nous ne sommes pas de ceux qui crient avec les loups et dénigrent Staline : le crime de Staline c'est d'avoir continué la politique de Lénine, d'avoir mené la petite barque du socialisme face à l'immense tempête de la réaction.

Celles et ceux qui s'offusquent contre la dictature du prolétariat ne le font souvent que pour masquer celle de la bourgeoisie. Souvent, aussi celles et ceux qui dénigrent Staline et le PC(b)US ne le font pas pour critiquer dans un but constructif mais pour nuire au communisme. Nous avons toutes et tous cru naïvement un jour ou l'autre aux mensonges des médias.

En 1953, la victoire du communisme n'était pas

*Aujourd'hui 55 ans après, Staline est toujours une épine dans le pied de ceux qui refusent de tirer les enseignements de son action. Nous, nous sommes fiers d'être communistes, nous savons dans quel camp nous sommes ; et nous n'avons pas à nous en excuser.*

*C'est pourquoi nous nous intéressons à Staline, à ses œuvres et analyses, à son action et à celles du PC(b)US. C'est dans l'étude de son action, des réussites et des erreurs en Union Soviétique à l'époque de son action, l'étude des contradictions dans le socialisme que nous pourrons nous mêmes avancer et aller plus loin dans l'expérience révolutionnaire.*



certaine, loin de là. Dans de nombreux domaines, la bourgeoisie subsistait ou se recréait, notamment dans le Parti, à partir des éléments dégagés de la production, cadres, chefs, qui n'avaient qu'une volonté : rétablir le capitalisme à leur profit.

Ce qui fut fait avec Khrouchtchev.



Nous publions cet hommage de nos camarades turc-que-s du Parti Communiste Marxiste-Léniniste (MLKP) au dirigeant du FPLP Georges Habache, décédé récemment.

## **Le dirigeant du FPLP est immortel :**

Nous éprouvons une grande douleur d'avoir perdu le camarade Georges Habache, le dirigeant historique et inspirateur du Front Populaire de Libération de la Palestine et du mouvement national arabe.

Lorsqu'il était étudiant, en 1948 alors que 700 000 palestiniens se faisaient expulser de chez eux et devenaient des réfugiés, il devint un des fondateurs du mouvement national arabe contre la Nakba (grand désastre).

Ainsi, il devint un des premiers dirigeants d'une organisation armée contre le colonialisme. Après la défaite de 1967, il est devenu un des fondateurs du FPLP et a contribué pour beaucoup à sa ligne idéologique. Tout au long de sa vie, il transforma la souffrance du peuple palestinien en force pour le combat pour la libération du pays. Son nom est un symbole de combat et de résistance déterminée contre l'impérialisme et le sionisme. (...)

La mort de George Habache, qui a dédié sa vie au combat pour la liberté de la Palestine, n'est pas seulement une perte pour le FPLP et le peuple palestinien mais aussi pour tous les peuples qui résistent contre l'impérialisme, le sionisme et le colonialisme. Les palestiniens ont perdu un brave combattant, un frère.





Comme Parti Communiste Marxiste-Léniniste (MLKP) nous partageons la douleur du FPLP et du peuple palestinien et nous promettons de faire vivre le camarade Georges Habbache dans notre lutte.

Avec la certitude que le peuple palestinien finira par remporter la victoire, notre parti soutiendra toujours activement la lutte courageuse du peuple palestinien et l'Intifada contre le colonialisme et le sionisme

Georges Habache est immortel !

Les martyrs révolutionnaires sont immortels !

## CUBA : L' ADIEU A FIDEL



Il disait souvent , citant le Che, qu' « un révolutionnaire ne démissionnait jamais ». Finalement, l'âge et les problèmes de santé sont venus à bout de sa détermination. Le 19 février, il a annoncé qu'il renonçait à briguer un nouveau mandat présidentiel. Fidel s'en va. Il aura exercé d'importantes responsabilités à Cuba pendant près de cinq décennies, au point qu'aux yeux du monde il avait fini par se confondre avec la révolution cubaine. Pour le meilleur et pour le pire. Il va nous falloir apprendre à penser à Cuba sans penser à Fidel. Il y aurait beaucoup à dire sur ce demi-siècle de combats, en positif comme en négatif. Nous nous contenteront de quelques coups de projecteurs.

### Indépendance ou alignement ?

A la fin des années 1950, Fidel a été de ceux qui ont ramassé le drapeau de la lutte armée contre l'impérialisme, que les soviétiques avaient abandonné pour lui substituer celui de la « coexistence pacifique » à tout prix avec les U.S.A.. Face à la lâcheté des dirigeant-e-s soviétiques qui refusaient de défendre la jeune révolution cubaine contre les attaques américaines, il a invoqué les principes internationalistes du marxisme-léninisme.

Pour autant, il a refusé de défendre ces principes jusqu'au bout aux côtés du Parti Communiste Chinois sous la direction de Mao Zedong et du Parti du Travail d' Albanie sous la direction d'Enver Hoxha. Il n'a jamais complètement rompu avec les dirigeant-e-s soviétiques traîtres au marxisme. Jusqu'en 1968, il a mené une politique extérieure courageuse : soutien aux guérillas des pays dominés par l'impérialisme, critique de l'attentisme des P.C. alignés sur Moscou. Il a par la suite approuvé l'entrée des chars soviétiques en Tchécoslovaquie avec des sanglots dans la voix (mais les sanglots dans la voix n'excusent pas tout).

On se souviendra de son dernier combat contre la nouvelle ruse machiavélique de son vieil ennemi, l'impérialisme états-unien: les biocarburants. Les biocarburants détruisent les cultures vivrières des pays pauvres pour alimenter les pompes à essence des pays riches. Ils dévaluent le travail humain au point d'entraîner une réapparition de l'esclavage à Saint-Domingue. Ecologiquement, ils ne sont que de la poudre aux yeux : il faut une tonne de pétrole pour produire une tonne de biocarburants (de plus, ils appauvrissent les sols). Enfin, loin de représenter un tremplin pour le décollage des pays pauvres, comme affecte de le croire le président brésilien Lula Da Silva, ils ne font que renforcer la dépendance de ces derniers face à leur client-e-s impérialistes. Tout cela, Fidel l'a dit, avec sagesse.

Et, de fait, il savait de quoi il parlait puisqu'il avait lui-même cru dans les années 60 qu'il pouvait industrialiser son pays grâce à la monoculture de la canne à sucre et à une bonne dose de volonté. On sait ce qu'il advint : la grande *zafra* (récolte) de 1969 fût un échec qui lui fit abandonner toute velléité d'indépendance face à l'Union Soviétique. En 1972, Fidel demanda l'entrée de Cuba dans le Comecon (le marché commun des pays de l'est). Dès lors, l'île dû se plier à la stricte division des tâches que l'U.R.S.S. imposait à ses alliés pour les empêcher de prendre de l'autonomie. Après la chute du mur de Berlin, l'économie cubaine s'effondra et la pénurie s'installa durablement, obligeant Fidel et ses camarades à faire une série de concessions aux impérialistes. A l'inverse, le maintien d'une agriculture vivrière diversifiée permit à l'Albanie socialiste de survivre à la trahison des dirigeant-e-s soviétiques (1962) et chinois-e-s(1978).

### Patriote et/ou communiste ?

En 2002,le groupe Accor fer-

maît ses hôtels dans les Antilles « françaises » pour les installer à Cuba. Motif : le personnel cubain est « plus accueillant ». En métropole, Accor est connu pour exploiter jusqu'à la moelle des mères de familles immigrées analphabètes, avant de les virer pour un prétexte bidon (leur analphabétisme par exemple) quand elles sont physiquement détruites. On imagine la politique de ces requins dans les colonies. S'ils se détournent des colonies françaises pour s'implanter à Cuba, c'est qu'ils sentent le peuple cubain à genoux après 50 ans d'embargo U.S.. Ils doivent ignorer que l'analphabétisme n'existe plus à Cuba. On souhaite aux cubain-e-s bien du courage avec des investisseur-euse-s pareil.

Ce n'est pas ici la place pour répondre à la question du caractère socialiste du régime cubain. Cuba est encore aujourd'hui un modèle dans l'ensemble des pays dominés en matière de droits démocratiques : droit à la santé, droit à l'éducation, droits des femmes... Pour autant, on ne peut oublier que 15% des cubain-e-s sont au chômage. On ne peut pas non plus oublier la « structure verticale des relations sociales », comme l'écrit pudiquement l'*Humanité*. En tout état de cause, on peut affirmer que le socialisme que nous édifierons ne ressemblera guère au système cubain. Les révolutions des peuples opprimés contre l'impérialisme et ses valets locaux constituent une contribution essentielle à notre propre lutte. Il est essentiel en retour que nous portions la révolution au cœur des métropoles (« dans le ventre de la bête » disait le Che) pour permettre à ces peuples de mener leur révolution jusqu'au bout, jusqu'au socialisme.



# Nos ennemi-e-s ont dit

## LE PETIT GOULAG DANS LA PRAIRIE

Le 16/02, une fois de plus, Philippe Val, patron de *Charlie Hebdo* vomit son anticommunisme dans son éditorial de France Inter :

« *Staline, Mao, Pol Pot(...)* partout ou les communistes ont pris le pouvoir, ils ont créé des goulags, alors que rien ne les y obligeait. Le goulag est consubstantiel de l'idée communiste. Les guérilleros des F.A.R.C., qui n'ont pas réussi à prendre le pouvoir à l'échelle d'un pays, se promènent avec leur petit goulag itinérant. (...) C'est pour ça qu'ils ont pris les armes il y a 50 ans et c'est pour ça qu'on a tant de mal à récupérer Ingrid Betancourt. »

Quelques minutes plus tard, un flash info annonce que des ouvrier-ère-s de Kléber-Michelin menacé-e-s de licenciement économique séquestreraient leurs cadres. Sans doute auraient-il-elle-s été tristes de quitter leur boîte avant d'y avoir créé un petit goulag temporaire.

A l'heure où la bourgeoisie transforme la France en un état carcéral à l'américaine, elle peut compter sur ses propagandistes zélé-e-s pour détourner l'attention du public vers de supposés goulags exotiques, on espère que Val est bien payé pour se livrer à cette sale besogne. En tout cas, il vient de gagner dix points goulag.

*Nous proposons à nos lecteurs et nos lectrices une compilation de chansons révolutionnaires :*

*Le père Noël est un M. J.*

*1,5 ₣.*

### AGENDA

**9 et 16 mars:** élections municipales

**13 mars:** procès reporté de Florian (FSE) et Pascal (Sud) à Lyon et 14 mars procès à Vienne de Benjamin accusé d'un tag sur un local UMP.

**5 et 19 mars et un mercredi sur 2:** Séance de lecture/formation des JCML (69) à l'université Lyon 2 sur les Quais.

**22 mars:** manifestation à Bruxelles contre l'O.T.A.N. et les dangers de guerre en Iran.



**Contact : JCML Rhône [jcmlyrhone@yahoo.fr](mailto:jcmlyrhone@yahoo.fr)**

**Blog/Actualités : [jcmly69.over-blog.com](http://jcmly69.over-blog.com)**

**Site national :**

**[www.jeunessecommuniste.org](http://www.jeunessecommuniste.org)**

